



Nicolas Jutzet, en quête d'une Suisse perdue

MICHEL GUILLAUME, BERNE

@mfguillaume

MODÈLE Après avoir quitté la politique pour se donner le temps de la réflexion, le jeune essayiste lance un pavé dans la mare. Notre pays en tant que «contre-modèle» est en voie de disparition. Il lance un appel au sursaut

Le titre est accrocheur: *La Suisse n'existe plus*. Le névrosé Fritz Zorn, auteur de *Mars* en 1977, s'en serait probablement réjoui. Mais Nicolas Jutzet, lui, s'en désolé. Agé de 28 ans, l'essayiste et responsable de projets à l'Institut libéral, revient de Paris où il a passé un an, le temps de prendre du recul avec ce pays qu'il chérit trop pour le laisser dériver. Or, son constat est implacable. «La Suisse est dans une impasse. Entre nos mythes et la réalité, un véritable fossé s'est creusé.»

Nicolas Jutzet lâche cet aveu en forme de déclaration d'amour. «La Suisse est le seul pays qui me permet d'être ce que je suis aujourd'hui.» L'adolescent qu'il a été s'est montré si turbulent en classe qu'il quitte l'école dès la fin de la huitième année pour entamer un apprentissage d'employé de commerce dans un hôtel. Heureusement pour lui, le système suisse de formation offre tant de passerelles qu'il peut tout de même entamer des études d'économie politique à la prestigieuse Université de Saint-Gall. «Dans un autre pays, une telle trajectoire est impossible. J'aurais été perdu», estime-t-il.

«Je pense, donc je suisse»

Après une brève carrière au sein des Jeunes PLR dont il a été vice-président, Nicolas Jutzet s'est retiré de la politique pour se donner davantage le temps de la réflexion.

Avec deux amis, Diego Taboada et Jérémie Bongiovanni, il a créé une chaîne YouTube baptisée Liberthé, qui s'est vu récompensée par le Prix Bonny de la liberté. Et le voilà qui publie un essai en forme de cri d'alarme. «Sans sursaut collectif, la Suisse sera un pays parmi les autres dans quinze ans, et cette perspective m'effraie», déclare-t-il en citant volontiers Robert Nef, fondateur de l'Institut libéral: «La Suisse va mieux que les autres, car



«Un 27e canton serait la solution ultime si toutes les autres réformes échouent»

NICOLAS JUTZET, ESSAYISTE

elle va moins rapidement dans la mauvaise direction.»

La Suisse n'existe plus. Ce titre fait bien sûr allusion à la provocation de Ben Vautier lors de l'Exposition universelle de Séville en 1992. Nicolas Jutzet sourit, car il n'était pas né à l'époque. Mais après s'être documenté, il confie qu'il se serait davantage identifié avec une autre saillie de l'artiste: «Je pense, donc je suisse». Dans l'ensemble, les confédérés réfléchissent plus qu'ailleurs

à la saine distance qu'ils affichent face au pouvoir, et cela lui plaît.

Ce qu'il dénonce toutefois, c'est une «dérive lente, mais constante» qu'il fait remonter au milieu des années 1990, soit après le rejet du peuple suisse de l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE), une votation lors de laquelle il aurait probablement voté «non». Depuis, la Suisse s'adapte: elle adhère à l'ONU en siégeant même à son Conseil de sécurité, et reprend les sanctions de l'UE contre la Russie dans sa guerre en Ukraine, pour ne citer que deux exemples.

Pourtant, ce qui a fait la force de la Suisse, cet ancien pays pauvre devenu prospère, c'est justement ce «contre-modèle» qu'elle incarne toujours dans l'esprit des gens: cette démocratie directe qui appelle les Helvètes aux urnes tous les quatre mois, ce parlement de milice qui empêche les politiciens de s'enfermer dans une tour d'ivoire, ce fédéralisme et son esprit de subsidiarité, qui fait de la commune le premier lieu de pouvoir.

«Or, c'est justement ce «contre-modèle, si apprécié par Rousseau et Voltaire, qui est en train de s'éroder et qui menace de disparaître», déplore Nicolas Jutzet. L'économie s'internationalise en se désintéressant des spécificités suisses, la politique se professionnalise et le fédéralisme s'amenuise. «Des valeurs comme la responsabilité individuelle s'effacent au profit du risque zéro et pour combler ce vide, l'Etat prend toujours plus de place.»

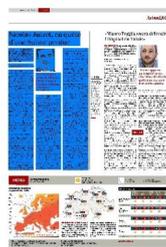
Propositions iconoclastes

Que faire pour remettre la Suisse sur les bons rails? Nicolas Jutzet balaie d'un revers de main les mouvements qui manifestent dans

LE TEMPS

Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 35'127
Parution: 6x/semaine



Page: 9
Surface: 37'010 mm²



Éditions Slatkine
GENÈVE

Ordre: 844003
N° de thème: 844.003
Référence: 89055945
Coupure Page: 2/2

la rue comme «Renovate Switzerland» pour sensibiliser les autorités à l'urgence climatique. «C'est de l'activisme immobile qui relève d'une propension à demander aux autres de faire le travail. Il refuse les voies habituelles et court-circuite le jeu démocratique en tentant le passage en force.» Dès lors, Nicolas Jutzet lance deux pistes plutôt iconoclastes. La première consisterait à introduire un frein à l'étatisation du pays, à l'image du frein à l'endettement, qui a permis à la Confédéra-

tion d'accumuler les exercices bénéficiaires depuis vingt ans. A chaque proposition d'intervention étatique, il faudrait greffer une mesure parallèle de suppression.

La deuxième est beaucoup plus décoiffante: créer un 27^e canton, celui de la liberté, dans une région peu peuplée du pays. Dans ce dernier, les règles seraient plus légères, l'Etat svelte, concentré sur ses tâches régaliennes, donc moins gourmand en impôts. «Ce serait la solution ultime si toutes

les autres réformes échouent», précise Nicolas Jutzet. A ses yeux, ce canton laboratoire aurait le mérite de réveiller les autres, qui s'endorment sur l'oreiller de paresse de la péréquation financière. Actuellement, les sept conseillères et conseillers fédéraux viennent tous de cantons récipiendaires. «La Suisse des cigales gouverne celle des fourmis», regrette-t-il. D'où son appel au sursaut. ■